

ARRÊTÉ N°175/DDPP/2021

**portant mise en demeure de la société Véolia ONYX AUVERGNE – RHONE-ALPES
au titre de la législation des installations classées pour la protection de
l'environnement, pour son établissement sis à MONTBRISON**

**La préfète de la Loire
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'Environnement, en particulier ses articles L.124-1, L.521-7, L. 514-5, L. 171-7, L. 511-1, L.512-1, L.512-6-1, R.181-12, R.512-39-1 à R.512-39-4, R.511-9 et son annexe (4) constituant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret du 29 juillet 2020 nommant Madame Catherine SÉGUIN, préfète de la Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral modifié n° 2007/0993 d'autorisation d'exploiter, délivré le 30 septembre 2008 à la société ONYX AUVERGNE – RHONE-ALPES pour l'exploitation d'un centre de gestion de déchets sur le territoire de la commune de MONTBRISON dans la ZAC des Granges ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaires n° 424-DDPP-11 du 21 octobre 2011 portant modification du tableau de classement des activités de l'établissement ;

Vu le rapport du 9 janvier 2020 de l'Inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes relatif à sa visite du 20 novembre 2019, transmis à l'exploitant conformément à l'article L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu le rapport du 1^{er} mars 2021 de l'Inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes proposant de mettre en demeure l'exploitant de régulariser son activité de déconditionnement de biodéchets ;

Vu la transmission du projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure à l'exploitant le 15 mars 2021 par courrier en recommandé avec accusé de réception en date du 16 mars 2021 ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant sur le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure au terme d'un délai de 15 jours ;

Considérant que lors de la visite effectuée le 20 novembre 2019, l'inspecteur des installations classées a :

- constaté que l'installation de déconditionnement de biodéchets de l'exploitant est en fonctionnement et doit faire l'objet d'une régularisation administrative ;
- fixé dans son rapport, après concertation avec l'exploitant, la remise d'un dossier de demande d'autorisation environnementale pour la fin du premier semestre 2020 ;

Considérant la nomenclature des installations classées et notamment la rubrique 2791-1 relative aux installations de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971 ; dont la quantité de déchets traités est supérieure ou égale à 10 t/j ;

Considérant que l'installation dont l'activité a été constatée lors de la visite du 20 novembre 2019, relève du régime de l'autorisation et est exploitée sans l'autorisation environnementale requise par l'article L. 512-1 du code de l'environnement ;

Considérant que le fonctionnement de l'installation sans l'autorisation requise est susceptible de présenter de graves dangers et inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, en particulier du fait que l'on ignore :

- les effets et les conséquences des risques chroniques et accidentels liés au fonctionnement de l'installation ;
- l'importance des nuisances générées par l'installation ;
- la nécessité ou non pour l'exploitant de constituer des garanties financières ;

Considérant qu'il y a lieu, conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement, de mettre en demeure la société Véolia ONYX AUVERGNE – RHONE-ALPES de régulariser la situation administrative de son installation ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du département de la Loire ;

ARRÊTE

Article 1 : Objet de la mise en demeure – délais d'exécution

La société Véolia ONYX AUVERGNE – RHONE-ALPES (SIRET : 302 590 898 00599), exploitant une installation de déconditionnement de biodéchets sise à la ZAC des Granges (parcelle cadastrée AM 499) sur la commune de MONTBRISON (42 600), est mise en demeure de régulariser sa situation administrative soit :

- en déposant un dossier de demande d'autorisation conformément à l'article R. 181-12 et suivants du code de l'environnement ;

ou

- en cessant ses activités et en procédant à la remise en état prévue à l'article L. 512-6-1 du code de l'environnement.

Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

- dans un délai de **un mois**, l'exploitant fera connaître à madame la préfète laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure ;
- dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation, ce dernier doit être déposé **au plus tard le 1^{er} octobre 2021**. L'exploitant fournit dans un délai de **un mois** les éléments justifiant du lancement de la constitution du dossier de demande ;
- dans le cas où il opte pour la cessation d'activité, celle-ci doit être effective dans les **trois mois** et l'exploitant transmet en préfecture **dans le même délai** un dossier décrivant les mesures prévues au II de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement.

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Article 2 : Sanctions administratives

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans les délais prévus au même article, il sera fait application des dispositions prévues au II de l'article L. 171-7 du code de l'environnement, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées à l'encontre de l'exploitant.

Article 3 : Délais et voies de recours

Conformément aux articles L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux déposé par écrit auprès du tribunal administratif de LYON ou au moyen de l'application www.telerecours.fr dans un délai deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

Article 4 : Publicité

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Loire pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 : Exécution

Le sous-préfet de Montbrison, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes chargé de l'inspection des installations classées, monsieur le maire de MONTBRISON sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Saint-Étienne, le 06 AVR. 2021
Pour la préfète
et par délégation,
Le secrétaire général

Thomas MICHAUD

copie adressée à :

- Société Véolia ONYX AUVERGNE-RHÔNE-ALPES
Immeuble Le Chrysalis
2/4 Avenue des Canuts
69120 VAULX-EN-VELIN
- Sous-Préfecture de Montbrison
- Mairie de Montbrison
- Archives
- Chrono